

**Arrêté préfectoral n°598-DDPP-25 portant prescriptions complémentaires
Société SUEZ RV Borde-Matin à ROCHE LA MOLIERE**

La préfète de la Loire

Vu de Code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 20 juillet 2025 nommant Madame Muriel Nguyen, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-255 SAT portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°61-DDPP-18 du 23/02/2018 portant modification des conditions d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SUEZ RV Borde Matin à Roche la Molière ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04/03/2023 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère « Saint-Étienne - Loire-Forez » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 octobre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté qui lui a été communiqué le 16 décembre 2025 ;

Considérant que l'installation de valorisation du biogaz produit par l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Borde Matin, dénommé « B2M », est constitué de 3 groupes moteur d'une puissance totale de 10,125 MW, et de 2 chaudières d'une puissance de 4 MW et 1 MW ;

Considérant que cette installation a été mise en service avant le 20/12/2018 et est donc considérée comme « existante » au sens de l'arrêté du 03/08/2018 sus-visé ;

Considérant que le plan de protection de l'atmosphère sus-visé fixe un objectif de diminution des émissions industrielles et de combustion, en particulier pour ce qui concerne les NOx ;

Considérant qu'en l'absence de révision de l'étude d'impact de l'installation, il n'est pas envisageable de relever les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques du site ;

Considérant que le débit nominal des moteurs de l'installation de valorisation du biogaz « B2M » est de 15 756 Nm³/h et que celui des chaudières est de 7 619 Nm³/h ;

Considérant que ces équipements ont une durée de fonctionnement de 7884 h/an pour les moteurs et de 200 h/an pour les chaudières d'après les informations contenues dans le dossier de demande d'autorisation environnementale ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

ARRETE

Article 1^{er} – Identification

La société SUEZ RV Borde Matin, dont le siège social est situé Universaône 18 rue Félix MANGINI 69009 LYON, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle exploite ZA Charles Chana, Boulevard du Puits Charles, 42230 ROCHE LA MOLIERE (SIRET 50472660500042) en complément des actes antérieurement délivrés du 23/02/2018 et du 14/04/2022.

Article 2 – Classement

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 23/02/2018 est complété comme suit :

Rubriq	Alinéa	Régi me	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère et seuil de classement	Capacité
2910	B-1	E	Combustion B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse 1. Uniquement de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement,	Installation de valorisation du biogaz produit par l'ISDND 3 Moteurs d'une puissance totale de 10,125 MW + 2 Chaudières d'une puissance de 4 MW et 1 MW	La puissance thermique nominale de l'installation est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	15,125 MW

Article 3 – Valeurs limites d'émission

Le tableau de l'article 3.2.2.2.1 de l'arrêté du 23/02/2018 relatif aux rejets dans l'air de l'installation de valorisation B2M est remplacé par les tableaux suivants :

- Moteurs

	Moteurs	
	VLE mg/Nm ³ (15%O ₂)	Flux annuel kg/an
SO ₂	40	4968,8
NO _x	190	23601,9
Poussières	30	3726,6
CO	450	55899,1
HAP	0,1	12,4
COVNM	50	6211
Formaldéhyde	15	1863,3
Métaux :		
cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	6,2 par métal 12,4 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As+Se+Te)	124,2
plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	124,2
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 pour la somme des métaux	2484,4

- Chaudières

	Chaudières	
	VLE mg/Nm ³ (3%O ₂)	Flux annuel kg/an
SO ₂	170	259,0
NO _x	125	190,5
Poussières	30	45,7
CO	140	213,3
HAP	0,1	0,2
COVNM	50 en carbone total	76,2
Formaldéhyde	40	61,0
Métaux :		
cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal 0,1 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	0,1 par métal 0,2 pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
arsenic (As), sélénium (Se), tellure	1 exprimée en (As+Se+Te)	1,5

(Te) et leurs composés		
plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb	1,5
antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 pour la somme des métaux	30,5

La surveillance associée aux torchères reste définie à l'article 10.2.1.1. de l'arrêté du 23/02/2018 sus-visé, portant modification des conditions d'exploitation de l'installation de stockage.

Article 4 – Surveillance des émissions

L'article 10.2.1.1 V de l'arrêté du 23/02/2018 relatif au contrôle des émissions de l'installation B2M est complété par les dispositions suivantes :

L'exploitant réalise :

- une estimation journalière des rejets de SO₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation,
- une évaluation en permanence des poussières rejetées.

Article 5 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de LYON :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de LYON.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 6 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de

ROCHE-LA-MOLIERE et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie pendant une durée minimum de quatre semaines.

La maire de la commune de ROCHE-LA-MOLIERE fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Loire, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Loire, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de ROCHE-LA-MOLIERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Saint-Etienne, le 16 janvier 2026


Pour la Préfète et par délégation
Le préfet départemental
de la protection des populations
Pierre CABRIDENC

Copie :

- SUEZ RV Borde Matin
- DREAL 42
- Mairie de Roche la Molière
- Archives
- Chrono

Pour la Préfète et par délégation
Le directeur départemental
de la protection des populations

Pierre GABRIEL